

# Le Musée des beaux-arts naît dans la douleur



**CONTESTÉ** L'emplacement au bord du lac a fait l'objet de nombreuses attaques. Issus de tous les partis, les opposants étaient cependant largement minoritaires. Le Grand Conseil a accordé un crédit d'étude de 390 000 francs. **IMAGE DE SYNTHÈSE, ARCHIVES**

## GRAND CONSEIL

Les députés ont accepté à une forte majorité le crédit d'étude, malgré des opposants qui ont fait feu de tout bois.

MEHDI-STÉPHANE PRIN

Le débat s'annonçait chaud, les députés n'ont pas déçu, hier. Le Grand Conseil a passé une bonne partie de la journée à redessiner le Musée cantonal des beaux-arts à Bellerive. Au final, le crédit d'étude de 390 000 francs est passé avec une large majorité: 82 oui contre 32 non. Mais avant d'arriver à ce vote sans surprise, les missiles ont parfois volé bas entre partisans et opposants à ce vieux projet. Tous les groupes politiques se sont révélés divisés sur ce dossier, avant tout urbanistique.

### Emplacement en question

Même des socialistes, pourtant censés faire front derrière leur conseillère d'Etat Anne-Catherine Lyon, s'en sont pris à l'emplacement du futur musée. «Je m'oppose à l'implantation d'un Musée des beaux-arts à Ouchy», a annoncé Laurent Balif. Pour le syndic rose de Vevey,

Bellerive se situe en dehors de la ville. Faux, lui a rétorqué le libéral Jean-Marie Surer. «Bellerive n'est pas seulement au bord du lac. Bellerive est au cœur de la ville.»

### «Une guerre de retard»

En verve, le député de Bière s'en est pris à ceux qui veulent remettre en question un emplacement du musée pourtant accepté par le Grand Conseil en 2002. «Dire non aujourd'hui,

c'est vouloir mener une guerre de retard, avoir un esprit chagrin.» «Si le chemin choisi n'est pas le bon, aller de l'avant, c'est persévérer dans l'erreur», a répondu, grinçant, l'écolibéral Jacques-André Haury. Les députés ont notamment longuement discuté de l'architecture du musée. «Il n'y a aucune grandeur dans le projet de Bellerive, à part la taille du bâtiment», a dénoncé l'UDC Fabienne Despot.

Ces considérations esthétiques

n'étaient pas du goût du socialiste Grégoire Junod. «Ces débats éludent l'essentiel: la place que le canton veut offrir à la culture. L'enjeu de ce musée est là.» Pour le radical Marc-Olivier Buffat, les Vaudois méritent d'avoir accès aux œuvres d'arts, aujourd'hui cachées dans les caves du Palais du Rumine. «Le canton doit se doter d'un outil moderne pour pouvoir exposer nos collections.»

### «Déni de droit»

«Ce projet, c'est avant tout la création d'une vitrine de luxe élitiste», a répliqué Jean-Michel Dolivo, d'A Gauche toute!. Les opposants s'en sont également pris au Tribunal cantonal, qui a débouté sur la forme ceux qui avaient recouru contre le plan cantonal d'affectation du musée. «Il s'agit d'un déni de droit, estime l'UDC Gabriel Poncet. On nage en pleine illégalité.»

Anne-Catherine Lyon a répondu patiemment à toutes les attaques. Pour la ministre de la Culture, l'emplacement du musée ne se discute pas, sinon il faudrait remettre en question l'emplacement de l'Université, de l'EPFL ou du Musée de l'Elysée. A une écrasante majorité, les députés l'ont approuvé. ■

## Franz Weber prêt à soutenir le lancement d'un référendum

Les opposants au Musée cantonal des beaux-arts continuent à préparer le lancement d'un référendum, une fois le crédit d'étude accordé par le Grand Conseil, lors du deuxième débat, la semaine prochaine. Ils viennent de rallier à leur cause l'écologiste Franz Weber.

L'homme qui a sauvé Ouchy de la construction d'une autoroute dans les années 1970 se déclare prêt à demander leur avis aux Vaudois. «Il faut tout faire pour empêcher la construction de cette chose qui va défigurer les bords du lac.» Le ton est donné, mais la cohabita-

tion au sein du comité référendaire s'annonce houleuse. L'extrême gauche devra s'entendre avec des militants de l'UDC. «Je ne vois pas où est le problème, affirme Jean-Michel Dolivo, d'A Gauche toute!. Pour une fois, nous avons un objectif commun: permettre aux Vaudois de se prononcer sur le dossier.»

La récolte de 12 000 signatures, en trois mois, s'annonce cependant difficile en période estivale. D'autant plus qu'aucune formation politique ne participera officiellement à l'opération, en raison de divisions internes. **M.-S. P.**